

**ARRÊTÉ DE VOIRIE  
PORTANT PERMIS DE STATIONNEMENT**

**221 RUE JEAN-LOUP CHRETIEN**  
-----

**LE MAIRE DE FRANQUEVILLE SAINT PIERRE**

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des collectivités locales ;

- la loi n°83-8 du 7 janvier 1983 modifiée relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'état,
- le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- le Code Général des Propriétés des Personnes Publiques ;
- le Code de la Voirie Routière ;
- le Code de la Route notamment l'article L 411-1
- l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre I – 8<sup>ème</sup> partie - signalisation temporaire - approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifié) ;

VU la demande en date du 26 mai 2021 de l'entreprise SNPS, 63 route Nationale, 27310 SAINT-OUEN-DE-THOUBERVILLE, sollicitant **l'autorisation de stationnement d'une benne au droit du numéro 221 rue Jean-Loup Chrétien à Franqueville-Saint-Pierre suite à un sinistre incendie** ;

CONSIDÉRANT qu'il importe de prendre des mesures pour assurer la sécurité publique,

**ARRÊTE**

**Article 1 - Autorisation**

**Le stationnement** temporaire d'une benne **est autorisé du mercredi 02 juin 2021 au mercredi 09 juin 2021 inclus** à hauteur du numéro 221 rue Jean-Loup Chrétien, à charge pour la bénéficiaire de se conformer aux dispositions des articles suivants :

**Article 2 – Prescriptions techniques particulières**

Pendant cette période, le stationnement à hauteur du numéro 221 rue Jean-Loup Chrétien sera autorisé au profit de la benne de l'entreprise SNPS. Le cas échéant, le pétitionnaire devra prendre les mesures nécessaires pour matérialiser la réservation de l'emplacement.

L'accès aux propriétés riveraines sera maintenu.

Toutes dispositions pour assurer la sécurité des usagers de la rue seront prises.

Les lieux devront être restitués en parfait état de propreté.

En cas de détériorations, les frais de remise en état seront à la charge du pétitionnaire.

**Pandémie de COVID 19 :**

Considérant la pandémie de COVID 19, compte tenu des directives de l'Etat sur la mise en place de gestes barrières, et afin d'assurer la protection des tiers, le pétitionnaire devra prendre toutes les mesures nécessaires pour s'assurer du respect des gestes barrières et tout spécialement de la distanciation sociale.

### **Article 3 – Sécurité et signalisation**

Le bénéficiaire devra signaler son occupation conformément à la réglementation en vigueur à la date du présent arrêté, telle qu'elle résulte notamment de l'instruction ministérielle sur la signalisation routière (et notamment son I-8<sup>ème</sup> partie consacrée à la signalisation temporaire) approuvée par l'arrêté du 6 novembre 1992 modifié.

### **Article 4 - Responsabilité**

Cette autorisation est délivrée à titre personnel et ne peut être cédée. Son titulaire est responsable tant vis-à-vis de la collectivité représentée par le signataire que vis-à-vis des tiers, des accidents de toute nature qui pourraient résulter de ses installations.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

### **Article 5 – Autres formalités administratives**

Le présent arrêté ne dispense pas le bénéficiaire de procéder, si nécessaire, aux formalités d'urbanisme prévues par le Code de l'urbanisme notamment dans ses articles L421-1, et suivants. Plus généralement, l'obtention du présent arrêté ne dispense pas le bénéficiaire de demander toute autre autorisation ou de procéder à toute autre formalité prévue par les lois et règlements. Il est expressément rappelé que le présent arrêté ne vaut pas arrêté de circulation.

### **Article 6 - Validité et renouvellement de l'arrêté**

La présente autorisation est délivrée à titre précaire et révocable, et ne confère aucun droit réel à son titulaire : elle peut être retirée à tout moment pour des raisons de gestion de voirie sans qu'il puisse résulter, pour ce dernier, de droit à indemnité.

Elle est consentie du mercredi 02 juin 2021 au mercredi 09 juin 2021 inclus. Si le stationnement n'est pas effectué dans les délais prescrits par cet arrêté, le bénéficiaire devra déposer une nouvelle demande, le renouvellement du permis de stationnement ne pouvant se faire que sur demande expresse du pétitionnaire.

Le permis de stationnement pourra être rapporté à tout moment par les forces de l'ordre s'il apparaît que les conditions de sécurité ne se trouvent plus réunies du fait d'évènements majeurs.

### **Article 7 – Recours**

Conformément à l'article R 102 du code des tribunaux administratifs, le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Rouen dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification ou de publication.

Fait à Franqueville Saint Pierre, le 01er juin 2021

Le Maire  
Bruno GUILBERT  
Signé par : BRUNO GUILBERT  
Date : 02/06/2021  
Qualité : MAIRE DE  
FRANQUEVILLE SAINT PIERRE

### **Diffusion**

M. Pierre SIMON, entreprise SNPS  
Gendarmerie de BOOS  
Police Municipale de Franqueville Saint Pierre  
Métropole Rouen-Normandie  
Services Techniques Municipaux